



BOYCOTT :

du CSA M du 27 novembre
et de la FS M du 28 novembre

Imposer trois jours de carence et une rémunération à 90 % pendant les congés de maladie est une attaque frontale contre les agents publics (fonctionnaires, contractuels et magistrats).

Stigmatiser les agents publics malades ou accidentés qui, en aucun cas, n'ont choisi de l'être, c'est lamentable !... Pire encore, cela prend la forme d'une punition en instaurant 3 jours de carence et une diminution drastique de leur salaire.

Si tout le monde doit faire un effort par rapport à la situation budgétaire du pays, l'UNSa Justice et l'USM rappellent que les agents publics ont déjà lourdement contribué à cet effort.

L'inflation a été très supérieure à la hausse du point d'indice. Les salaires des agents publics ont décroché par rapport à ceux du secteur privé. Ces données sont confirmées par l'INSEE. Et dans le même temps l'année 2024, est une année blanche sur le plan revalorisation salariale !...

Trois jours de carence, une couverture des jours en arrêt de maladie passant de 100% à 90% dès le 4^{ème} jour d'arrêt, la suspension de la GIPA qui s'ajoute à la non-revalorisation de la valeur du point d'indice, sont des mesures injustes et régressives !

Le chantier de la protection sociale complémentaire a été ouvert pour améliorer la couverture des agents publics en santé et en prévoyance. Des accords ont été signés. Par ces décisions, le gouvernement remet en question la portée des avancées obtenues dans le cadre d'un compromis.

L'UNSa Justice et l'USM engagent la mobilisation et exigent le retrait de ces mesures portées au PLF 2025 ainsi que l'ouverture de négociations salariales !

L'UNSa Justice et l'USM appellent l'ensemble des personnels de toutes les directions du ministère de la Justice à se mobiliser très fortement pour faire reculer le gouvernement, en signant d'ores et déjà la pétition engagée et en se mobilisant massivement le jeudi 5 décembre prochain.

Au regard du peu de considération du gouvernement et de son ministre de la fonction publique, l'UNSa Justice et l'USM refusent de siéger au CSA Ministériel de ce jour ainsi qu'à la FS Ministérielle de demain jeudi 28 novembre.

Paris, le 27 novembre 2024

Pour les élus UNSa Justice et USM,

Le Secrétaire général,

Jean-François FORGET

